

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
DU LOIR-ET-CHER
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

RMA Audit

Siège social ● 1, route des Deux Lions – 37200 Tours ● 02 47 71 50 50 ● tours@rma-ec.fr

RMA Audit ● SAS au capital de 133 518,75 € ● RCS TOURS 342 934 502 ● N° TVA intracommunautaire FR81342934502

www.rma-ec.com

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables Région Centre Val de Loire

Société de Commissaire aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU LOIR-ET-CHER

Association Loi de 1901
Siège social : 10 Allée Jean Amrouche – BP 11003
41010 BLOIS CEDEX

SIRET N° 775 370 240 00035

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association Ligue de l'enseignement du Loir-et-Cher,

I – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DU LOIR ET CHER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III - Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Principes comptables, méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels.

IV - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association perçoit des subventions, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue pour la comptabilisation de ces subventions et en particulier à la séparation des exercices.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidence et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le « gouvernement d'entreprise » relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil fédéral.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à TOURS,
Le 9 juin 2026
Signé par Ludovic Beaujard
Le 9 juin 2026



doc_ZLBM
tx_wrmx88B8bm3b

RMA AUDIT

Société de commissaires aux comptes
Représentée par Ludovic BEAUJARD
Directeur Général - Associé

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	2 476	2 476		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	60 700	60 060	640	3 509
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				10 000
Autres titres immobilisés	10 340		10 340	
Prêts	12 500		12 500	12 500
Autres immobilisations financières	50		50	50
Total I	86 065	62 535	23 530	26 059
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhérs., usagers et cpt. Rattachés	206 359	9 431	196 928	178 195
Autres créances	205 200		205 200	203 754
Charges constatées d'avance	16 761		16 761	21 571
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	72 384		72 384	133 696
Total II	500 704	9 431	491 273	537 216
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	586 769	71 967	514 803	563 275

Rubriques	Montant brut	Montant net N
Engagements reçus		
Legs nets à réaliser :		
Acceptés par les organismes stat. compétents ;		
Autorisés par l'organisme de tutelle ;		
Dons en nature restant à vendre.		



Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	226 904	226 904
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	56 985	56 985
Autre		
Report à nouveau	(111 687)	(64 632)
Excédent ou déficit de l'exercice	21 285	(47 055)
Situation nette (sous total)	193 488	172 203
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	193 488	172 203
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques	11 682	
Provisions pour charges	14 612	12 479
Total III	26 294	12 479
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 715	311
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 122	173 911
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	48 593	68 794
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 723	19 222
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	80 867	116 357
Total IV	295 021	378 594
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	514 803	563 275



COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	33 462	39 422
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	526 756	592 035
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	428 825	400 524
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 421	1 454
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 820	100 536
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	29 622	128
Total (I)	1 022 907	1 134 098
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	293	300
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	293	300
Produits exceptionnels		15 750
Total (III)		15 750
Total des produits (I+II+III)	1 023 200	1 150 149
Solde débiteur = Déficit		47 055
Total général	1 023 200	1 197 204
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	403 776	353 533
Aides financières	64 919	63 036
Impôts, taxes et versements assimilés	14 284	34 130
Salaires et traitements	377 109	564 663
Charges sociales	105 957	150 975
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 869	4 148
Dotations aux provisions	19 400	1 064
Report en fonds dédiés		
Autres charges	13 601	

Total (I)	1 001 915	1 193 910
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		91
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)		91
Charges exceptionnelles		3 203
Total (III)		3 203
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	1 001 915	1 197 204
Solde créditeur = Excédent	21 285	
Total général	1 023 200	1 197 204

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	5 884	
Prestations en nature	41 265	6 106
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES	47 149	6 106
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	27 037	
Prestations en nature		
Personnel bénévole	20 112	6 106
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS	47 149	6 106



PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

1. Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité**Objet social**

La Ligue de l'Enseignement du Loir et Cher a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

Missions sociales

Elle participe à l'élaboration démocratique et à la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle, sportive et sociales, en ce qu'elles favorisent sur le territoire départemental une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, des libertés fondamentales et du progrès de la démocratie.

Moyens mis en œuvre et ressources

Elle accompagne l'action et conseille les associations locales.

Elle favorise le développement des associations et des groupements affiliés.

Elle peut se doter, sur proposition du conseil d'administration et décision de l'assemblée générale, de structures adéquates pour favoriser la rencontre et le débat entre citoyens ou pour gérer un domaine d'activité dès lors qu'elles s'inscrivent dans le cadre de son objet social.

2. Principes généraux**Règles et méthodes comptables**

L'exercice clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC n°2022-06

L'association a appliqué, à compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, les dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et à la réforme du Plan Comptable Général.

La première application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce changement a été appliqué de manière prospective.

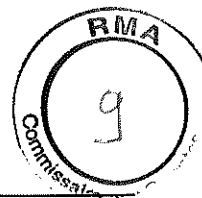
Les principales incidences de cette réforme concernent notamment :

- La nouvelle présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) ;
- La redéfinition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique des transferts de charges ;
- L'évolution du plan de comptes (suppression, création et modification de certains comptes) ;
- La mise en place de nouveaux tableaux normés dans l'annexe.

L'impact de ce changement de méthode sur les comptes de l'exercice se traduit principalement par :

Les produits exceptionnels (95.70€) ont été affectés aux comptes de produits d'exploitation correspondants.

Les transferts de charges ont été comptabilisés en ventes de produits annexes et se trouvent intégrés aux Ventes de prestations de services selon le détail ci-dessous :



Ancien compte	Nouveau compte	Libellé
7910100000	7088100000	Refacturation fournitures
7910200000	7088110000	Refacturation copies
7911100000	7083000000	Refacturation locaux
7911260000	7088120000	Refacturation affranchissements
7912000000	7084000000	Mise à disposition de personnel
7912100000	7088160000	Service civique – versement ASP
7912200000	7088170000	Service civique – mise à disposition
7912300000	7088130000	Refacturation de frais
7912400000	7088140000	Refacturation frais de déplacement / réception
7912500000	7088150000	Refacturation téléphones - internet

Certaines subventions ont été réaffectées conformément au détail ci-dessous :

Ancien compte	Nouveau compte	Libellé
7471000000	7421400000	Subv. Ligue de l'enseignement (CPO,...)
7471122000	7421500000	Subv. ETAT JS - DRJS
7471128000	7421600000	CRID
7472000000	7421700000	Subv. Région Centre
7473500000	7421800000	Subv. communauté de communes
7474410100	7421900000	Subv. Mairie de Blois
7474418000	7422000000	Subv. Autres communes 41
7477800000	7422100000	Subv. Autres subventions structures privées

Lorsque les impacts ne sont pas significatifs, l'association précise que l'application du règlement ANC n°2022-06 est sans incidence matérielle sur les comptes de l'exercice.

Faits caractéristiques

Néant

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Provision pour risques

Outre les provisions pour dépréciation des postes d'actifs présentées dans les notes afférentes à ces postes, il a notamment été constitué, au cours de l'exercice, deux provisions d'un montant total de 11 682€ destinées à mettre en évidence une perte sur deux subventions et déterminées en fonction du solde restant à recevoir au 31/12/2025.

Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une provision pour créances douteuses d'un montant de 9 431 euros a été comptabilisée au 31/12/2025.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 747000.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.35%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 14 612 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31/12/2025, il n'existe pas de fond dédié.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.



VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	226 904				226 904
Ecart de réévaluation					
Réserves	56 985				56 985
Report à nouveau	(64 632)			47 055	(111 687)
Excédent ou déficit de l'exercice	(47 055)	47 055	21 285		21 285
Situation nette	172 203	47 055	21 285	47 055	193 488
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	172 203	47 055	21 285	47 055	193 488



EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	27 037
Prestations en nature	
Personnel bénévole	20 112
TOTAL	47 149

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	
Prestations en nature	41 265
Dons en nature	5 884
TOTAL	47 149



VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	8	
Employés	6	
Ouvriers		
TOTAL	16	



SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Suivi des subventions affectées

Rubriques	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours de l'exercice B	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A-B+C
TOTAL					

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF/MSA	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		142 501	83 391	41 727	161 206	428 825
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
TOTAL						428 825



CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 193
Dettes fiscales et sociales	27 001
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	87 194

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	22 679
- Autres créances	13 137
<i>dont avoirs à recevoir</i>	690
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	35 817



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

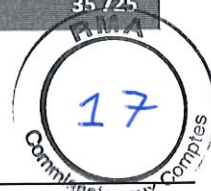
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	12 479	2 133		14 612
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		11 682		11 682
TOTAL	12 479	13 815		26 294

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	5 666	5 585	1 820	9 431
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	5 666	5 585	1 820	9 431
TOTAL GÉNÉRAL	18 145	19 400	1 820	35 725



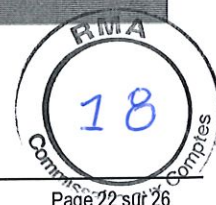
ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 500	12 500	
Autres immobilisations financières	50	50	
Total de l'actif immobilisé	12 550	12 550	
Clients douteux ou litigieux	9 431	9 431	
Autres créances clients	196 928	196 928	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 447	12 447	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	130 889	130 889	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	50 459	50 459	
Total de l'actif circulant	400 154	400 154	
Charges constatées d'avance	16 761	16 761	
TOTAL	429 465	429 465	

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 715	1 715		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	146 122	146 122		
Personnel et comptes rattachés	19 627	19 627		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 550	28 550		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	416	416		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	15 221	15 221		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	80 867	80 867		
TOTAL	292 519	292 519		



ACQUISITIONS DES IMMOBILISATIONS

Comptes	Nature des immobilisations	Montant	Taux d'amortissement	Durée d'amortissement
2711	ACHATS PARTS SOCIALES 2025	340	Non amortissable	Non amortissable
TOTAL		340		



Comptes	Natures des immobilisations	Valeur actuelle	Amortissements pratiques	Valeur résiduelle	Prix de cession	Différentiel réalisé
TOTAL						



IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 476			2 476
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers	13 920			13 920
Matériel de transport	7 880			7 880
Matériel de bureau, informatique et mobilier	35 549			35 549
Emballages récupérables et divers	3 350			3 350
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	60 700			60 700
Participations	10 000		10 000	
Autres titres immobilisés		10 340		10 340
Prêts et autres immobilisations financières	12 550			12 550
Total des immobilisations financières	22 550	10 340	10 000	22 890
TOTAL	85 725	10 340	10 000	86 065

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	2 476			2 476
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers	13 920			13 920
Matériel de transport	7 880			7 880
Mat de bureau et informatique, mobilier	32 999	1 911		34 909
Emballages récupérables et divers	2 392	958		3 350
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	57 191	2 869		60 060
TOTAL	59 666	2 869		62 535



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges constatées d'avance	16 761	
Produits constatés d'avance		77 844
Produits constatés d'avance Affiliations		3 024
TOTAL	16 761	80 867

